



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2005/3
7 mai 2004

FRANÇAIS
Original: FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixante et unième session
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT DU HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX
DROITS DE L'HOMME ET SUIVI DE LA CONFÉRENCE
MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME**

Situation des droits de l'homme dans la région du Darfour au Soudan

**LETTRÉ ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME PAR LE HAUT-COMMISSAIRE
AUX DROITS DE L'HOMME PAR INTÉRIM**

Monsieur le Président,

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a pris les devants, dès le début de la soixantième session de la Commission des droits de l'homme, pour que soient examinées les informations selon lesquelles des violations massives et criminelles des droits de l'homme étaient commises au Darfour, à l'ouest du Soudan.

Dès que nous avons été alertés, j'ai pris des dispositions pour que des collègues du Haut-Commissariat puissent immédiatement commencer à recueillir des renseignements en vue de soumettre de toute urgence un rapport à la Commission. J'ai demandé à la Mission permanente du Soudan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève des informations, puis l'accord du Gouvernement soudanais à l'envoi d'une mission urgente à Khartoum et dans le Darfour.

La Mission soudanaise m'a alors informé que ma double demande était étudiée à Khartoum. Face à l'urgence de la situation, j'ai pris des dispositions pour qu'une équipe de cinq personnes se rende dans les zones frontalières du Tchad vers lesquelles de nombreux réfugiés du Darfour s'étaient enfuis. Les membres de la mission se sont entretenus avec des réfugiés pendant une semaine et m'ont présenté un rapport intérimaire le lundi 19 avril sur la situation grave qui régnait dans cette région. Le soir même, la Mission permanente du Soudan m'a demandé d'envoyer une mission à Khartoum et dans le Darfour. J'ai informé le Bureau élargi de la Commission de ces faits nouveaux le matin du 20 avril.

Afin de connaître aussi bien que possible la situation sur le terrain, j'ai fait venir à Genève, pour consultations, trois collègues qui étaient sur place. J'ai aussi dépêché à Khartoum et dans le Darfour l'équipe qui s'était rendue au Tchad. Celle-ci est partie l'après-midi du 20 avril et est arrivée à Khartoum le 21 avril. Après avoir tenu des réunions à Khartoum, ses membres se sont rendus sur le terrain pour enquêter dans différentes parties du Darfour. Ils ont reçu l'entière coopération des autorités soudanaises et ont pu mener à bien leur mission en toute indépendance.

L'équipe est revenue à Genève le lundi 3 mai et m'a présenté son rapport définitif le jeudi 6 mai. Sur la base de ce rapport et des informations collectées selon les modalités décrites plus haut, j'ai rédigé le rapport ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à la Commission des droits de l'homme. Par ailleurs, le vendredi 7 mai, à la demande du Secrétaire général, j'informerais le Conseil de sécurité de la situation au Darfour.

Je voudrais souligner, à l'intention du Conseil de sécurité et de la Commission des droits de l'homme, combien il est important que les autorités soudanaises parviennent à contrôler dans les plus brefs délais les milices opérant au Darfour; prennent des mesures immédiates pour éviter que des violations criminelles des droits de l'homme se reproduisent; agissent dans les plus brefs délais pour soulager la détresse des réfugiés et des personnes déplacées et réparent les préjudices subis; et prennent des dispositions pour que les auteurs de ces violations criminelles des droits de l'homme soient traduits en justice.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme par intérim
(Signé) Bertrand **Ramcharan**

RÉSUMÉ

Le présent rapport est un résumé des conclusions des deux missions dépêchées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à la suite d'allégations selon lesquelles des violations graves des droits de l'homme étaient commises dans la région du Darfour, à l'ouest du Soudan. Dans l'attente de l'autorisation du Gouvernement soudanais de se rendre dans le pays, une première équipe a séjourné dans la région du 5 au 15 avril 2004 pour visiter les zones frontalières du Tchad où se trouvaient des réfugiés qui avaient fui la violence. Dès que la mission au Soudan a été approuvée, la même équipe s'est rendue à Khartoum et dans le Darfour du 21 avril au 2 mai. Elle a tenu des réunions avec des représentants du Gouvernement, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, et a interrogé les personnes déplacées dans différentes parties du Darfour.

Les conséquences humanitaires de la situation au Darfour sont graves. On estime actuellement que plus d'un million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du Darfour. Il faut y ajouter 22 500 personnes enregistrées au Tchad par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Celui-ci évalue à 110 000 le nombre de réfugiés. L'arrivée de la saison des pluies dans les prochaines semaines devrait rendre la situation encore plus urgente sur le plan à la fois de la protection et de l'assistance.

Il ne fait guère de doute que le conflit du Darfour trouve son origine dans les actions menées par des forces rebelles, notamment l'Armée de libération du Soudan (ALS), puis le Mouvement pour la justice et l'égalité, dont les membres sont souvent issus des tribus zaghawa, four et massalit. Les rebelles exigeaient que les autorités de Khartoum remédient à la marginalisation et au sous-développement dont la région aurait été victime. Le Gouvernement semble avoir réagi en soutenant une milice composée d'un ensemble mouvant de combattants, apparemment arabes, connus sous le nom de «Djandjawids». Avec le soutien actif de l'armée régulière, les Djandjawids ont attaqué des villages, s'en sont pris à ceux qui étaient soupçonnés de soutenir les rebelles et ont commis de nombreuses violations des droits de l'homme.

Les responsabilités du Gouvernement soudanais au regard du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire sont brièvement décrites dans le présent rapport. Celui-ci montre de manière préoccupante que peu de cas est généralement fait des principes fondamentaux du droit des droits de l'homme et du droit humanitaire au Darfour par les forces armées soudanaises et les Djandjawids. Les forces rebelles semblent aussi enfreindre ces principes, mais les membres de la mission ont eu du mal à déterminer l'ampleur des violations commises.

Il est clair que la terreur règne au Darfour. Si le Gouvernement semble employer différentes tactiques pour contrer la rébellion, les membres de la mission ont jugé concordantes les allégations selon lesquelles les forces gouvernementales et les milices mèneraient des attaques aveugles contre des civils; commettraient des viols et d'autres formes graves de violence sexuelle; détruiraient des biens et se livreraient au pillage; et seraient à l'origine de déplacements forcés, de disparitions, d'actes de persécution et de discrimination.

Le Gouvernement soudanais devrait, aux niveaux les plus élevés, condamner publiquement et clairement toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, enquêter sur ces violations et traduire leurs auteurs en justice. Les membres de la mission formulent d'autres recommandations, notamment les suivantes:

a) Les Djandjawids et les autres milices devraient être immédiatement désarmés et dissous. Les travailleurs humanitaires doivent avoir pleinement et librement accès au Darfour;

b) Le Gouvernement devrait mener une politique de réconciliation nationale, mettant fin à l'impunité et garantissant la primauté du droit et la protection des minorités;

c) Les réfugiés et les personnes déplacées devraient être autorisés à rentrer librement sur leurs terres et dans leur foyer; leurs biens devraient leur être restitués ou une réparation juste des préjudices subis devrait leur être accordée;

d) Une commission internationale d'enquête devrait être constituée pour examiner la situation, recenser les crimes commis et identifier leurs auteurs, évaluer la responsabilité des autorités et recommander l'adoption de mesures garantissant que les personnes responsables répondront de leurs actes.

Le Gouvernement devrait s'appuyer sur les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays pour résoudre la crise actuelle des personnes déplacées au Darfour.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
LETTRE ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME PAR LE HAUT-COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME PAR INTÉRIM.....		2
RÉSUMÉ		3
I. INTRODUCTION	1 – 20	6
II. APERÇU DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME AU DARFOUR.....	21 – 36	9
III. DROIT INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME ET DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE	37 – 45	13
IV. CARACTÈRE SYSTÉMATIQUE OU GÉNÉRALISÉ DES VIOLATIONS	46 – 90	15
A. Attaques aveugles contre des civils	57 – 64	17
B. Viol et autres formes graves de violence sexuelle.....	65 – 69	19
C. Destruction des biens et pillage	70 – 73	20
D. Déplacements forcés	74 – 81	20
E. Disparitions.....	82 – 84	22
F. Persécutions et discrimination	85 – 90	23
V. CONCLUSIONS.....	91 – 96	24
VI. RECOMMANDATIONS.....	97 – 107	25

I. INTRODUCTION

1. Le Darfour est une région très étendue, d'une superficie de 256 000 km², à l'ouest du Soudan. Il est habité par 5 millions de personnes environ et sa population est composée d'un ensemble complexe de tribus. De larges bandes du Darfour étant sujettes à la sécheresse et à la désertification, les terres les plus fertiles sont davantage sollicitées. Au cours des dernières décennies, certaines zones du Darfour ont été le théâtre de heurts intertribaux occasionnels portant sur l'exploitation des ressources.

2. Au vu des inquiétudes grandissantes quant au respect des droits de l'homme au Darfour, j'ai décidé d'envoyer, au début du mois d'avril, une mission au Soudan pour y évaluer la situation sur le terrain et avoir des discussions avec le Gouvernement soudanais. Celui-ci ayant donné son aval le 19 avril, le 20 avril, j'ai dépêché une équipe à Khartoum et au Darfour; les membres de l'équipe sont rentrés à Genève le 3 mai.

3. La même équipe s'était rendue auparavant au Tchad du 5 au 15 avril. Elle avait essentiellement pour mission de visiter les camps et les sites de réfugiés le long de la frontière avec le Soudan afin d'interroger les réfugiés et de mieux connaître la situation qui régnait à leur départ du Darfour.

4. Le présent rapport est un résumé des conclusions de ces deux missions. Il s'achève sur une série de recommandations qui visent à aider toutes les parties concernées à trouver une solution à la crise. En formulant ces recommandations, j'ai privilégié, avant toute autre considération, la nécessité de veiller à ce que les souffrances des habitants du Darfour s'achèvent aussi rapidement que possible car on ne peut laisser la situation actuelle perdurer.

5. Aujourd'hui, les habitants du Darfour continuent d'être victimes du conflit armé et d'une crise grave sur le plan des droits de l'homme et du point de vue humanitaire. Depuis le début de l'année 2003, les combats se sont intensifiés dans la région suite à l'apparition de deux groupes armés, l'Armée de libération du Soudan (ALS), puis le Mouvement pour la justice et l'égalité, qui ont engagé des hostilités contre le Gouvernement. Ces deux groupes ont plus ou moins la même origine ethnique, leurs membres étant issus avant tout des tribus zaghawa, four et massalit. Ils semblent aussi partager les mêmes revendications politiques, exigeant principalement des autorités de Khartoum qu'elles remédient à la marginalisation et au sous-développement de la région.

6. C'est la réaction du Gouvernement soudanais face à cette rébellion qui a débouché sur la crise actuelle au Darfour. Après une série de victoires de l'ALS dans les premiers mois de 2003, le Gouvernement soudanais semble avoir soutenu une milice composée d'un ensemble mouvant de combattants, apparemment arabes, principalement originaires du Darfour et connus sous le nom de «Djandjawids». En d'autres termes, ce qui est inquiétant est que la réponse du Gouvernement à une rébellion qui semblait d'origine ethnique a revêtu un caractère ethnique, exploitant en grande partie des rivalités tribales de longue date, mais qui avaient été jusqu'alors contenues dans une large mesure. Dans certaines parties du Darfour, les Djandjawids ont soutenu l'armée régulière dans des attaques menées contre la population civile suspectée de soutenir la rébellion alors qu'ailleurs, ils semblent avoir dirigé les opérations avec l'appui des forces armées.

7. Le 8 avril, des pourparlers de paix entre le Gouvernement soudanais, d'une part, et l'ALS et le Mouvement pour la justice et l'égalité, d'autre part, menés sous les auspices du Président tchadien, M. Idriss Déby, et soutenus par l'Union africaine, ont abouti à la conclusion entre les deux parties d'un cessez-le-feu de 45 jours renouvelable. Ce cessez-le-feu, qui est entré en vigueur le 11 avril, doit être surveillé par une commission comprenant des représentants de toutes les parties, des autorités tchadiennes et de la communauté internationale, selon des modalités qui sont en cours d'élaboration. D'après les discussions que les membres de la mission ont eues au Tchad et au Soudan, il semble que le cessez-le-feu soit respecté en règle générale, non sans incident, mais que l'on puisse être optimiste quant à sa prorogation. À cette fin, il sera important de mettre en place dès que possible un mécanisme de surveillance crédible.

8. Au Tchad, les membres de la mission ont tenu des discussions à N'Djamena avec le Ministre de la sécurité publique et de l'immigration, le Ministre des affaires étrangères et le Ministre de l'administration territoriale du Gouvernement tchadien. Ils ont aussi rencontré l'Équipe de pays des Nations Unies à N'Djamena ainsi que les membres de la communauté diplomatique et plusieurs organisations non gouvernementales nationales s'occupant des droits de l'homme et de l'action humanitaire.

9. Du 8 au 13 avril, les membres de la mission se sont rendus à la frontière nord du Tchad et du Soudan. Ils ont visité des camps et des sites de réfugiés à Kounoungo, Tiné, Bahay et Farchana. Ils y ont rencontré, de même que dans les villes d'Abéché, Guéréda et Iriba, des représentants des autorités locales ainsi que du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'organisations non gouvernementales qui fournissent une assistance aux réfugiés.

10. Au Soudan, les membres de la mission ont tenu des discussions à Khartoum avec le Ministre soudanais des affaires étrangères et les deux Ministres d'État aux affaires étrangères, le Ministre de la justice et le Ministre d'État de l'intérieur. Des réunions ont aussi eu lieu avec l'Équipe de pays des Nations Unies, la Mission humanitaire de haut niveau des Nations Unies au Soudan et plusieurs autres acteurs nationaux et internationaux connaissant la situation au Darfour.

11. Du 24 au 30 avril, les membres de la mission se sont rendus dans le Darfour et ont séjourné dans les trois capitales régionales: Nyala (Darfour méridional), El Fasher (Darfour septentrional) et El Geneina (Darfour occidental). À partir de chacune de ces villes, ils se sont dirigés vers des zones périphériques pour rechercher et interroger des personnes déplacées. Il s'agissait de Kalma et Kass (Darfour méridional), de Kutum (Darfour septentrional) et de Kundabe et Sisi (Darfour occidental). À chaque fois, les membres de la mission ont eu de longues discussions avec des représentants des administrations régionales et locales ainsi que des équipes des Nations Unies et d'autres acteurs humanitaires au Darfour.

12. Je voudrais remercier tous ceux qui ont offert aux membres de la mission leur hospitalité et leurs conseils sur la situation complexe régnant au Darfour ainsi que sur la crise des réfugiés et la crise humanitaire qui en résultent. Je remercie les Gouvernements soudanais et tchadien d'avoir pleinement coopéré avec les membres de la mission, qui ont pu travailler dans les deux pays en toute indépendance. Je voudrais aussi rendre hommage à l'action des personnes qui mènent des activités humanitaires essentielles aussi bien au Tchad qu'au Soudan dans des circonstances extrêmement difficiles.

13. Les conséquences humanitaires de la situation au Darfour et, par extension, dans les régions frontalières du Tchad, ne devraient pas être sous-estimées. Au Darfour, on estime qu'un peu plus d'un million de personnes sont déplacées contre 250 000 en septembre 2003. Plus de la moitié de ces personnes (environ 570 000) se trouvent dans le Darfour occidental, le reste se répartissant entre le Darfour septentrional et le Darfour méridional (environ 290 000 et 140 000 respectivement). De nombreuses autres personnes sont touchées par ce conflit car la forte concentration des personnes déplacées a eu des effets sur le bien-être des communautés qui les accueillent. Compte tenu des normes de sécurité des Nations Unies, une assistance humanitaire peut être acheminée auprès de 61 % des personnes touchées par le conflit. Globalement, un grand nombre de leurs besoins ne sont pas encore satisfaits, en particulier concernant l'eau potable, le logement, l'assainissement et la vaccination.

14. Les acteurs humanitaires sur le terrain restent relativement peu nombreux par rapport à l'ampleur de la crise compte tenu à la fois du nombre de personnes touchées et de la superficie considérable du Darfour. Même si les organisations humanitaires sont présentes, les autorités soudanaises devront redoubler d'efforts, notamment en simplifiant un système complexe d'autorisation, pour garantir le libre accès de ces organismes à toutes les parties du Darfour et mettre en place des mécanismes plus efficaces pour assurer la protection des personnes déplacées et leur permettre d'avoir accès à l'assistance fournie. Les membres de la mission ont entendu des informations crédibles, par exemple à Kailek dans le Darfour méridional, selon lesquelles des personnes déplacées auraient demandé qu'on ne leur fournisse plus d'assistance, de peur d'être davantage exposés aux actes de pillage et de violence perpétrés par les Djandjawids.

15. Lors de la visite des membres de la mission au Tchad, le HCR avait enregistré 22 500 réfugiés vivant dans des camps à la frontière du Soudan. Toutefois, il ne fait aucun doute que plusieurs milliers de personnes supplémentaires ont déjà franchi la frontière et vivent dans des conditions terribles sans accès garanti à la nourriture, à l'eau et aux médicaments. Le HCR évalue à 110 000 le nombre de réfugiés. Les difficultés logistiques, la dureté de l'environnement, la longueur de la frontière (quelque 800 km) et la mobilité relative de certains groupes de réfugiés compliquent considérablement la tâche des travailleurs humanitaires. Il est clair aussi que l'arrivée d'un si grand nombre de réfugiés dans une région très pauvre du Tchad pèse sur des ressources nationales qui sont limitées et peut accroître les tensions intertribales. Toutefois, les membres de la mission ont appris que le Gouvernement tchadien coopérait pleinement avec le HCR concernant les réfugiés.

16. La situation actuelle des réfugiés est variable d'une localité à l'autre. Ceux qui ont été enregistrés par le HCR et qui se trouvent dans des camps bien constitués sont dans une situation bien meilleure que les autres. Les conditions de vie de ces derniers, qui constituent le groupe majoritaire, sont extrêmement dures. Les membres de la mission ont été informés que la malnutrition progressait dans plusieurs localités. À Tiné, il y aurait eu plus de 25 cas de méningite; le seuil de l'épidémie ayant été franchi, on s'apprêtait à lancer une campagne de vaccination. Toutefois, que les camps soient bien constitués ou non, les conditions de vie de l'ensemble des réfugiés étaient extrêmement difficiles compte tenu de l'environnement et de l'éloignement de la région. De nombreux réfugiés avaient marché pendant un temps considérable pour atteindre le Tchad. Beaucoup d'entre eux semblaient traumatisés. Tout comme les personnes déplacées, ils avaient souvent tout perdu.

17. L'arrivée des pluies dans les prochaines semaines rendra la situation beaucoup plus problématique aussi bien au Darfour qu'au Tchad, l'accès à un grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés s'avérant beaucoup plus difficile, voire impossible dans de nombreux cas. Une action doit être menée de toute urgence par le Gouvernement soudanais, le système des Nations Unies et les ONG car les mesures voulues doivent être prises maintenant afin que l'assistance fournie puisse être accrue et maintenue pendant la saison des pluies.

18. Actuellement, toute la région du Darfour est placée sous la Phase III (réinstallation) du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité divise les trois États du Darfour en zones où le personnel des Nations Unies peut ou ne peut pas se rendre, et évalue régulièrement la situation pour donner ou non son feu vert aux activités qui doivent y être menées. Le cessez-le-feu actuel entre le Gouvernement soudanais et les rebelles tient, même si des infractions auraient été commises: un dirigeant local aurait, par exemple, été assassiné à Mujbat, dans le Darfour septentrional, autour du 29 avril 2004.

19. Les zones où le personnel des Nations Unies peut se rendre sont jugées suffisamment sûres, mais la situation est instable et dans une certaine mesure imprévisible en raison de la prolifération des armes de petit calibre (absence de mécanisme efficace de licence) et du nombre de groupes armés dont l'affiliation, les motifs et les structures de commandement dans les zones visitées sont à la fois reconnus et niés par le Gouvernement et par ces entités elles-mêmes. Depuis janvier 2004, des miliciens djandjawids auraient attaqué le véhicule d'une organisation internationale. Dans les zones que le Gouvernement ne contrôle pas entièrement, les conditions de sécurité doivent être appréciées au cas par cas.

20. La partie orientale du Tchad, région du pays la plus touchée par la crise du Darfour, est placée actuellement sous la Phase I (mesures de précaution) du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Même si les risques directs encourus par le personnel des Nations Unies sont considérés comme faibles, cette région frontalière est potentiellement instable car les armes de petit calibre y sont largement répandues. À plusieurs occasions, les Djandjawids ont mené des incursions au Tchad à partir du Darfour, afin de voler du bétail ainsi que de harceler et d'attaquer les réfugiés. À l'issue d'un accord conclu avec le Gouvernement soudanais, les militaires tchadiens ont commencé à poursuivre les Djandjawids au-delà de la frontière et à leur livrer bataille, notamment en utilisant des véhicules blindés. Un incident de ce type, survenu le 6 avril 2004, aurait fait deux morts et un blessé parmi les militaires tchadiens. Depuis peu de temps, les militaires tchadiens et les militaires soudanais auraient commencé à accroître le nombre de leurs patrouilles le long de la frontière. Cette région est parsemée de munitions et de mines terrestres non explosées, dont certaines sont clairement visibles dans le désert.

II. APERÇU DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME AU DARFOUR

21. Les membres de la mission ont rencontré un grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés dans tous les sites et camps qu'ils ont visités aussi bien au Soudan qu'au Tchad. Ils ont discuté avec eux dans le cadre soit d'entretiens individuels, soit de réunions de groupe. Les deux missions étaient complémentaires et ont permis de définir les principales catégories de violations des droits de l'homme commises au Darfour.

22. Au Tchad, des membres de la mission se sont essentiellement entretenus avec des réfugiés de la tribu des Zaghawa, qui se déplacent le long de la frontière entre le Tchad et le Soudan et qui sont particulièrement présents dans le nord. Outre les Zaghawa, ils ont rencontré des membres des tribus massalit, tama, erenga, four et midop. La mission au Darfour a permis au personnel du Haut-Commissariat de visiter plusieurs sites de désolation et d'interroger un grand nombre de personnes déplacées appartenant notamment à la tribu four, qui vivaient en général dans le sud du Darfour et qui ne se trouvaient pas en nombre important dans les sites de réfugiés au Tchad. En outre, la mission au Soudan a surtout permis au Haut-Commissariat aux droits de l'homme de mieux comprendre la position du Gouvernement soudanais à l'égard de la crise au Darfour. Enfin, les membres de la mission ont pu avoir une idée plus claire des méthodes employées par les rebelles de l'ALS et du Mouvement pour la justice et l'égalité.

23. Les réfugiés et les personnes déplacées que les membres de la mission ont rencontrés étaient principalement des agriculteurs qui élevaient aussi du bétail. Des entretiens ont parfois eu lieu avec des marchands et des enseignants, dont un grand nombre provenait de la tribu des massalit. La grande majorité des réfugiés était constituée de femmes et d'enfants; à Tiné, on estimait que ceux-ci représentaient 80 % de la population des réfugiés. Les membres de la mission n'ont pas pu trouver d'explication claire à ces disparités: il est possible que les hommes soient restés pour sauver ce qui pouvait l'être, pour s'occuper du bétail ou pour participer à la rébellion. Il est aussi possible que les hommes aient été la cible privilégiée du Gouvernement soudanais et de ses alliés, les miliciens djandjawids. Au Darfour, même si les hommes étaient encore minoritaires parmi les personnes déplacées, leur sous-représentation était moins forte. Même s'ils étaient minoritaires, les hommes parlaient souvent au nom du groupe. Les membres de la mission ont pu discuter aussi avec les femmes déplacées et des réfugiés et, dans une moindre mesure, avec des mineurs.

24. Compte tenu de la durée de la mission ainsi que des difficultés logistiques et des conditions de sécurité au Darfour, les membres de la mission n'ont pu se rendre dans toutes les localités. Il est important de noter que cela concernait de nombreuses zones, notamment autour de Zalingei, Kornoï et Ambaru, dans lesquelles, selon de nombreux témoignages, les violations des droits de l'homme auraient été particulièrement graves. Les autres localités auxquelles les membres de la mission n'avaient pu accéder étaient celles où la présence de l'ALS et du Mouvement pour la justice et l'égalité était considérée comme forte.

25. Toutefois, les témoignages entendus par les membres de la mission dans tous les endroits visités de part et d'autre de la frontière soudano-tchadienne, de la bouche de personnes provenant de toutes les parties du Darfour qui avaient été déplacées depuis de nombreux mois, ou plus récemment, étaient fortement concordants. Certaines personnes rencontrées avaient été déplacées depuis un an tandis que d'autres n'étaient arrivées dans un site de personnes déplacées ou de réfugiés que quelques jours auparavant. Les premières attaques dont les membres de la mission ont entendu parler ont eu lieu en mars 2003, et les plus récentes se seraient déroulées en avril 2004. Tous ces témoignages concourent à dresser un tableau convaincant de la situation. Même si ces témoignages étaient concordants, des différences intéressantes ont été constatées.

26. La différence la plus importante réside peut-être dans la fréquence des allégations selon lesquelles le Gouvernement soudanais aurait utilisé des avions pour attaquer des villages et des villes au Darfour. Au Tchad, les réfugiés ont systématiquement dit aux membres de la mission que leur village au Darfour avait été la cible d'attaques aériennes. Les membres de la mission ont

été informés qu'au cours d'une de ces attaques, des bombes ont été lancées sur Tiné, au Tchad, faisant entre 40 et 50 blessés; il n'a pas été établi clairement si cette attaque avait été intentionnelle ou était le résultat d'une erreur. En particulier, il a été fréquemment rapporté qu'un avion Antonov bombardait les zones habitées, en prenant souvent pour cibles les marchés et les puits, avec des bombes rudimentaires (de «gros barils», selon un témoin). Un témoin aurait vu un Antonov au-dessus de Bahay pas plus tard que le 10 avril. Cet avion n'a pas attaqué les réfugiés, mais a causé une inquiétude considérable. Lorsqu'un village ou une ville avait été la cible d'attaques aériennes, il ou elle aurait, dans de nombreux cas, été attaqué(e) de manière régulière, à savoir toutes les semaines, voire tous les jours. De nombreux témoignages ont également évoqué l'utilisation d'hélicoptères de combat.

27. Les allégations de ce type étaient beaucoup moins fréquentes dans les camps de personnes déplacées au Darfour, mais elles existaient. Par exemple, pendant la visite du camp de Sisi, dans le Darfour occidental, le 29 avril, les membres de la mission ont entendu le témoignage détaillé d'un groupe de jeunes alléguant qu'un hélicoptère de combat avait été utilisé dans une attaque menée contre leur village quelques mois plus tôt.

28. Les membres de la mission n'ont pas vu de trace d'attaque aérienne sur les villages. Toutefois, la force des témoignages, souvent très détaillés, qui ont été entendus suscite de fortes inquiétudes quant à l'utilisation par le Gouvernement soudanais de l'aviation pour mener des attaques aveugles contre la population dans certaines localités. Il n'est pas possible de dire avec certitude pourquoi ces allégations ont été plus fréquemment proférées par des réfugiés interrogés au Tchad que par les personnes déplacées que les membres de la mission ont rencontrées au Darfour. Toutefois, de l'avis des membres de la mission, une explication crédible pourrait être que les attaques aériennes avaient été plus fréquentes dans les zones du Darfour où les militaires soudanais, et non les Djandjawids, étaient en première ligne. Il s'agissait essentiellement du Darfour septentrional, d'où s'étaient enfuis les réfugiés que les membres de la mission avaient entendus et qui étaient principalement peuplés par la tribu des Zaghawa, dont, selon le Gouvernement soudanais, l'essentiel des rebelles étaient originaires. Les membres de la mission n'ont pu se rendre dans ces zones en raison des restrictions du système de sécurité des Nations Unies.

29. Les attaques sur les villages semblent avoir été souvent menées la nuit ou au petit matin. Les attaques aériennes présumées étaient systématiquement suivies d'attaques terrestres peu après. Celles-ci étaient menées par les Djandjawids, par les soldats du Gouvernement soudanais, ou par les deux. Le principal élément visible qui distinguait ces deux forces résidait dans le moyen de transport: les Djandjawids se déplaçaient à cheval et à dos de chameau, tandis que les soldats du Gouvernement étaient à bord de véhicules militaires. Les uns et les autres étaient habillés en tenue de combat et étaient bien armés (AK-47, G3 et roquettes étaient souvent évoqués). Il ressort de certains témoignages que les Djandjawids attaquaient plus souvent les villages alors que les militaires s'attaquaient davantage aux villes, et que les militaires étaient nettement plus présents au nord et les Djandjawids au sud.

30. Les attaques se traduisaient principalement par la destruction de biens, souvent par le feu, ainsi que par la destruction d'aliments essentiels tels que la farine, le millet et d'autres cultures qui, dans certains cas, étaient utilisés pour l'alimentation du bétail. En outre, le bétail était souvent volé. Dans plusieurs cas, des personnes qui s'enfuyaient auraient même été attaquées.

31. Des meurtres ont été relatés à de nombreuses reprises, souvent par des témoins oculaires. Plus précisément, selon plusieurs témoins, les hommes, voire les enfants, auraient été des cibles privilégiées; ceux qui ne pouvaient s'enfuir – les handicapés et les personnes âgées – auraient été particulièrement menacés. De nombreux témoins avaient pu donner le nom des personnes qui avaient été tuées. Des témoins avaient vu des cadavres et d'autres avaient signalé la disparition de proches ou de relations. À de nombreuses reprises, les personnes interrogées ont dit aux membres de la mission ne pas avoir eu le temps d'enterrer les personnes décédées avant de s'enfuir. Les victimes avaient été très nombreuses à entendre parler de massacres, et c'était la peur de massacres – plutôt que le fait d'en avoir été témoins – qui semblait avoir été la cause de leur fuite dans de nombreux cas.

32. Parmi les autres types de violations évoqués par les personnes réfugiées au Tchad, et encore plus par celles déplacées au Darfour, figurait la violence sexuelle, et en particulier le viol. De l'avis des membres de la mission, les allégations de viol étaient crédibles pour plusieurs raisons, à savoir: le caractère systématique de ces allégations, les détails fournis, le malaise évident des témoins et le fait que les femmes violées avaient beaucoup de mal à parler de leur expérience car elles étaient discréditées par la société. Les membres de la mission craignent que la pratique du viol soit généralisée et que de nombreuses femmes déplacées qui restent vulnérables continuent d'en être victimes. Enfin, des témoins disent avoir subi des actes de torture et des traitements cruels ou dégradants de la part de leurs agresseurs, notamment avoir reçu de nombreux coups de fouet, et parfois avoir été déshabillés afin, semble-t-il, d'être humiliés.

33. Toutes les personnes interrogées ont systématiquement décrit les Djandjawids comme exclusivement «arabes», contrairement à leurs victimes qui sont décrites comme «noires», ou «africaines». Les membres de la mission ont eu du mal à établir ce que cette distinction recouvrait précisément, mais il est indéniable que c'était là l'opinion des personnes déplacées. D'aucuns ont dit que les Djandjawids avaient été officiellement enregistrés par les autorités et étaient hébergés dans des camps militaires. De nombreux réfugiés étaient d'avis que les Djandjawids et le Gouvernement soudanais voulaient déraciner certains groupes afin d'avoir accès à leurs terres, qui étaient plus fertiles. Plusieurs témoins auraient reçu l'ordre de leurs assaillants de quitter leur village, et les ont accusés de parler aux villageois en termes péjoratifs et racistes. Parfois, les témoins n'avaient pas d'explication aux attaques. Nombre d'entre eux ont dit que les autorités de Khartoum avaient laissé le Darfour dans une situation de sous-développement et de marginalisation.

34. Dans presque tous les entretiens, il a été dit que les autorités locales n'avaient prêté aucune assistance. À l'exception seulement des policiers, qui étaient souvent originaires de la même tribu que les personnes déplacées et qui auraient tenté à plusieurs reprises de résister aux attaques des milices et des militaires contre leur ville ou village, mais qui étaient, à chaque fois, moins nombreux que ces derniers, mal équipés et facilement défaits.

35. Le silence des personnes déplacées à l'égard des rebelles de l'ALS et du Mouvement pour la justice et l'égalité était frappant. La grande majorité des personnes avec lesquelles les membres de la mission se sont entretenus ont fait valoir qu'il n'y avait aucun homme armé dans leur communauté. Toutefois, cela n'était pas le cas partout et les membres de la mission ont rencontré un témoin qui a dit qu'un village, qui avait ensuite été brûlé par les Djandjawids, avait hébergé trois rebelles. Les membres de la mission se sont aussi rendus à Kutum, qui avait été le

théâtre d'une attaque menée par les rebelles. Enfin, des responsables du Gouvernement soudanais ont avancé des allégations détaillées sur des attaques menées par les rebelles.

36. Il ressort des conclusions de la mission qu'un climat d'impunité prévaut et continue de prévaloir aujourd'hui au Darfour. L'affirmation du Gouvernement soudanais selon laquelle les efforts concertés qu'il a déployés pour restaurer le droit et l'ordre et pour mettre en place un système efficace de responsabilité dans la région étaient entravés par les actions des rebelles, n'était pas, de l'avis des membres de la mission, confirmée par les faits. Il ressort de la quasi-totalité des témoignages de réfugiés et de personnes déplacées que l'État n'a rien fait pour empêcher les attaques des Djandjawids contre des civils, n'a pas véritablement tenté de traduire les auteurs de ces violences en justice et a continué de permettre aux Djandjawids de faire régner la terreur sur ceux qui s'étaient enfuis et sur ceux qui étaient restés au Darfour. Le manquement à l'obligation de protection des civils est général au Darfour.

III. DROIT INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME ET DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

37. Les droits fondamentaux de l'homme doivent être respectés en temps de paix et en temps de conflit armé. Si le droit international reconnaît le droit des États de prendre des mesures pour maintenir ou rétablir leur autorité et l'ordre public, ou pour défendre leur intégrité territoriale, il prescrit que les mesures adoptées doivent être conformes aux droits de l'homme et au droit humanitaire.

38. Le Soudan est partie à plusieurs des principaux traités relatifs aux droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Le 8 septembre 2000, le Soudan a signé le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, qu'il n'a cependant pas encore ratifié. En tant que signataire, le Soudan doit s'abstenir de commettre des actes qui sont contraires à l'objet et au but du Statut de la Cour pénale internationale.

39. Le droit international, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, régit le comportement des États dans un contexte d'état d'urgence. Le Président Omar Al Bashir a envoyé le 23 décembre 2003 un message à l'Assemblée nationale du Soudan, lui demandant de prolonger encore un an l'état d'urgence, jusqu'en décembre 2004. L'Assemblée nationale a approuvé une prolongation d'un an aux motifs que la situation politique et les conditions de sécurité au Soudan restaient préoccupantes. Selon certains rapports des médias, les commissions chargées des lois et de la sécurité à l'Assemblée nationale ont justifié cette prolongation par le conflit armé au Darfour. L'état d'urgence est permanent au Soudan depuis 1999.

40. Si le Soudan, en tant qu'État partie, peut prendre des mesures pour déroger à certains droits énumérés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques si un danger exceptionnel menace l'existence de la nation, il doit ce faisant respecter un certain nombre de prescriptions de procédure et de fond. Il doit notamment, par l'entremise du Secrétaire général, signaler aux autres États parties les dispositions auxquelles il a dérogé. Les mesures ne peuvent être prises que dans la stricte mesure où la situation l'exige. Elles doivent être compatibles avec

les autres obligations que le droit international impose au Soudan et ne doivent pas entraîner de discrimination fondée uniquement sur la race, la couleur, le sexe, la langue ou l'origine sociale.

41. Qui plus est, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques énumère un certain nombre de droits fondamentaux auxquels il ne peut jamais être dérogé: le droit à la vie; l'interdiction de la torture ou des peines cruelles, inhumaines ou dégradantes; l'interdiction de l'esclavage, du commerce des esclaves et de la servitude, et la liberté de pensée, de conscience et de religion. En outre, d'après l'observation générale n° 29 du Comité des droits de l'homme, il y a d'autres éléments du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui ne peuvent faire l'objet d'une dérogation licite, notamment: toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine; l'interdiction de la prise d'otages, des enlèvements ou des détentions non reconnues; la protection internationale des droits des personnes appartenant à des minorités contre le génocide et la discrimination; l'interdiction de la déportation ou du transfert forcé de population sans motif admis en droit international et l'interdiction des déplacements forcés des personnes, en les expulsant ou par d'autres moyens coercitifs, de la région où elles se trouvent légalement.

42. Toutes les parties au conflit qui sévit au Darfour sont aussi liées par les dispositions du droit international humanitaire énoncées à l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève du 12 août 1949, qui s'applique «en cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international». Il prévoit la protection des personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause. Cette disposition centrale, qui est maintenant considérée comme faisant partie du droit international coutumier, interdit, entre autres, les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels et la torture; les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants et les prises d'otages.

43. Bien que le Soudan ne soit pas partie aux deux protocoles additionnels aux Conventions de Genève, d'importantes dispositions qui y figurent sont désormais considérées comme constituant le droit international coutumier. Parmi les dispositions coutumières se trouvent l'interdiction des attaques contre la population civile et les biens de caractère civil; des châtiments collectifs; des actes de terrorisme, du pillage, du viol et de la contrainte à la prostitution et des attentats à la pudeur sous toutes leurs formes.

44. La Convention internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale exige des États parties qu'ils prennent des mesures pour éliminer toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique. En outre, les actes qui sont commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, constituent un génocide, de même que la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique, totale ou partielle. Si le Soudan n'est pas partie à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, il est maintenant largement accepté que les actes de génocide sont des crimes en vertu du droit international coutumier. Les personnes soupçonnées de génocide, d'entente en vue de commettre le génocide, d'incitation directe et publique à commettre le génocide, de tentative de génocide ou de complicité dans le génocide peuvent être tenues pour pénalement responsables de leurs actes.

45. Il est largement admis que des violations systématiques ou généralisées des droits de l'homme et du droit humanitaire peuvent constituer des crimes contre l'humanité et/ou des crimes de guerre. Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale dresse, aux articles 6, 7 et 8, la liste détaillée des actes qui engagent la responsabilité pénale individuelle en ce qui concerne le génocide, les crimes de guerre ou les crimes contre l'humanité.

IV. CARACTÈRE SYSTÉMATIQUE OU GÉNÉRALISÉ DES VIOLATIONS

46. On assiste au Darfour à une évolution inquiétante de la situation caractérisée par un mépris des principes de base des droits de l'homme et du droit humanitaire de la part aussi bien des forces armées du Soudan que de leurs milices connues sous le nom de Djandjawids. Des représentants du Gouvernement ont admis devant les membres de la mission que de graves violations avaient lieu. Ils ont toutefois affirmé que ces violations correspondaient à des excès individuels plutôt qu'à une politique de l'État et qu'elles étaient les conséquences naturelles ou inévitables d'un conflit armé, qui prendraient fin en même temps que le conflit. Ils ont également soutenu que nombre de ces violations étaient perpétrées par les rebelles.

47. Les forces rebelles semblent aussi violer les droits de l'homme et le droit humanitaire. Toutefois, pour plusieurs raisons, la mission a eu du mal à évaluer l'étendue de ces violations. En effet, le système de sécurité des Nations Unies considère une grande partie des zones où les rebelles opèrent comme des zones d'accès interdit au personnel des Nations Unies car elles restent des zones de conflit actives. Les témoignages de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays concernant l'action des rebelles sont aussi peu nombreux. En outre, les membres de la mission ne se sont entretenus en connaissance de cause avec aucun rebelle. La plupart des renseignements sur les activités des rebelles provenaient du Gouvernement soudanais.

Actions des rebelles

48. Il ne fait guère de doute que le conflit au Darfour a commencé lorsque les forces rebelles – ALS et MJE – ont lancé des attaques contre des installations militaires et gouvernementales. La mission n'a pas pu obtenir d'informations suffisantes pour être en mesure de distinguer entre les activités de l'ALS et celles du MJE. Les attaques menées par les rebelles contre Tiné, El Fashir et Kutum en mars et avril 2003, au cours desquelles des dizaines de soldats auraient été tués, blessés ou pris en otage, et des installations militaires et bâtiments officiels détruits, semblent avoir incité le Gouvernement à intervenir rapidement et vigoureusement pour écraser la rébellion et ses partisans présumés.

49. Les rebelles semblent utiliser une stratégie de guérilla. Selon certaines allégations, ils opèrent à partir ou à proximité de zones civiles et comptent sur les villes et les villages habités par certaines ethnies pour leur fournir appui et approvisionnement. Cela a mis en danger des civils dans de nombreuses régions et semble contribuer au fait que certains groupes ethniques sont considérés comme hostiles au Gouvernement. Les membres de la mission se sont rendus dans un village du Darfour septentrional entre Kutum et Fatuburno, qui avait été presque entièrement rasé début mars 2004, et se sont entretenus avec une femme qui a assisté à l'attaque. Selon elle, le village avait servi de refuge à trois rebelles armés et avait été attaqué par des Djandjawids lancés à leur poursuite. Il s'agirait en fait d'un cas de châtiment collectif.

50. De nombreux représentants du Gouvernement ont fourni à la mission des renseignements concernant les attaques des rebelles. Le Gouvernement soudanais a accusé les rebelles d'être à l'origine de nombreuses violations des droits de l'homme signalées au Darfour. Il a aussi accusé les rebelles de nombreuses exécutions d'agents ou de partisans de l'État et d'affaiblir tellement la police au Darfour par leurs attaques incessantes que le Gouvernement n'était plus en mesure de pouvoir assurer aux citoyens de cette région une protection adéquate. Le Gouverneur du Darfour septentrional a dit par exemple aux membres de la mission que les rebelles attaquaient des villes et des villages. Il a fourni à la mission une liste de noms d'officiers de la police et de l'armée, de fonctionnaires du Gouvernement et de civils qui auraient été tués ou enlevés dans sa région. Il a aussi signalé le vol par agression du conducteur de plus de 50 voitures appartenant à des civils et de 30 véhicules officiels ainsi que le pillage de vivres, de biens et de fournitures médicales et humanitaires. Les rebelles ont aussi été accusés de commettre des actes de banditisme et d'empoisonner les réserves d'eau en y jetant des cadavres d'animaux.

51. La mission s'est rendue dans la ville et l'hôpital de Kutum, qui ont fait l'objet d'une attaque des rebelles. Des témoins oculaires ont déclaré que les rebelles avaient utilisé les locaux de l'hôpital pour lancer une attaque contre des bâtiments officiels situés à proximité. Ils ont dit que des affrontements violents avaient ensuite eu lieu entre les rebelles et les forces gouvernementales qui auraient fait des blessés graves des deux côtés. Lorsque les rebelles ont essayé de piller le service de consultations externes, un hélicoptère de combat du Gouvernement a apparemment tiré sur la clinique. Les membres de la mission ont pu constater les dégâts subis par le bâtiment. Un civil au moins a été tué au cours de cet épisode.

52. Le Gouvernement a en particulier accusé les rebelles d'enlever et d'enrôler des enfants. En deux occasions, à El Fasher et à Kass, de hauts responsables du Gouvernement ont présenté deux enfants de 15 et 17 ans qui auraient été enlevés par les rebelles. L'un d'entre eux a indiqué qu'il y avait environ 60 autres enfants dans le camp de rebelles où il était détenu. Les deux enfants ont déclaré avoir subi des mauvais traitements pendant leur captivité. Ils sont restés menottés pendant des semaines sans pratiquement boire et manger. Tous deux ont suivi un entraînement militaire de base. Les deux enfants ont réussi à s'échapper. D'abord retenus par les forces du Gouvernement, ils ont ensuite été relâchés et recrutés en tant qu'aides-chauffeurs de hauts dignitaires. Si les deux enfants ont indiqué qu'ils étaient maintenant bien traités par leurs employeurs, il ne faisait aucun doute qu'on les utilisait aussi pour rendre publiques les violations des droits de l'enfant commises par les rebelles.

53. Le 29 avril 2004, Abdel Rahman Mohammain, un roi de la tribu zaghawa d'Ambaru, aurait été enlevé puis tué par les rebelles de l'ALS. Le roi avait apparemment accepté 170 tonnes de ravitaillement du Gouvernement destinées à son peuple, malgré les mises en garde de l'ALS qui lui avait dit de ne pas accepter l'aide du Gouvernement. À l'occasion d'une rencontre du roi avec des dirigeants locaux à Urshi, l'ALS l'aurait enlevé ainsi que ses aides et aurait pillé 30 tonnes de céréales. L'ALS aurait emmené les captifs à Mujbat, à quelque 60 km d'Ambaru, où ils auraient été tués. Cet incident semble avoir eu pour but d'intimider et de décourager les dirigeants locaux qui coopèrent avec le Gouvernement.

Actions du Gouvernement

54. Le Gouvernement soudanais est responsable non seulement des actes de ses forces armées régulières et des agents chargés de l'application des lois, mais aussi des actions de toutes les

forces irrégulières qu'il finance et soutient. La responsabilité du Gouvernement pour les actes des Djandjawids, que l'on appelle aussi parfois «Fursans» ou «Peshmergas» mérite une attention particulière.

55. De nombreuses personnes interrogées par la mission, y compris de hauts responsables du Gouvernement, ont déclaré que ce dernier avait recruté des milices auxquelles il avait fourni des uniformes et qu'il avait armées, financées et soutenues. La stratégie du Gouvernement semble avoir été en effet de chercher à combattre une guérilla en créant sa propre guérilla. Un certain nombre de représentants du Gouvernement ont dit à la mission que le Gouvernement avait demandé à ceux qui lui étaient fidèles au Darfour de l'aider à réprimer la rébellion; ces groupes coordonneraient leurs actions avec celles des militaires et opéreraient sous le commandement général de ces derniers. Le commissaire de Kass, une ville du Darfour méridional, a décrit comment il avait intégré les Djandjawids dans les forces armées régulières. Plusieurs autres fonctionnaires ont confirmé qu'il y avait eu un appel général aux volontaires souhaitant s'enrôler dans les forces de défense populaire pour appuyer l'armée régulière. Cet appel a apparemment été entendu par certaines tribus qui étaient déjà hostiles aux tribus d'origine des rebelles.

56. Dans un site de protection des personnes déplacées, la mission s'est entretenue avec un certain nombre de personnes qui se sont présentées comme étant des Fursans. Ils portaient des vêtements militaires et se déplaçaient à cheval. Les Fursans ont dit qu'ils étaient tous Arabes et qu'ils avaient été armés et étaient payés par le Gouvernement. Ils agissaient selon eux sur instructions du Gouvernement. Il est important de dire que les membres de la mission ont rencontré les Fursans, qui étaient 17, au poste de police local. Ils étaient supérieurs en nombre aux policiers qui étaient 3 et étaient aussi mieux équipés que la police qui n'avait pas de moyens de communication ni de transport. De l'avis de la mission, les policiers étaient visiblement intimidés par la présence des Fursans.

A. Attaques aveugles contre des civils

57. Les civils constituent les principales victimes du conflit armé au Darfour. Si le Gouvernement semble employer des tactiques différentes pour contrer la rébellion, les allégations semblent concorder selon lesquelles les civils appartenant aux ethnies considérées comme faisant partie des groupes rebelles ou les soutenant ont été pris pour cible par les forces armées et par les Djandjawids. Les civils semblent souvent avoir fait l'objet de châtiments collectifs.

58. De nombreux réfugiés zaghawa et masaalit interrogés au Tchad, qui provenaient de zones du Darfour septentrional proches de la frontière avec le Soudan, ont décrit le déroulement des attaques qui commençaient par des bombardements aériens effectués par un avion militaire Antonov. Ils ont déclaré que les bombes étaient parfois lâchées au-dessus de zones peuplées telles que des marchés ou des puits communaux; des habitations, des magasins et des champs ont aussi été détruits. Certains réfugiés ont déclaré avoir été la cible d'attaques aériennes de ce type, parfois par des hélicoptères de combat, alors même qu'ils tentaient de s'enfuir. Ces attaques terrorisaient la population. D'après ce qui a été dit à la mission, l'attaque n'était jamais précédée d'un avertissement.

59. Des réfugiés au Tchad ont indiqué que les bombardements étaient invariablement suivis par des attaques au sol menées par les militaires, les Djandjawids ou une combinaison des deux.

Les Djandjawids étaient habillés en uniforme kaki et les personnes interrogées ne pouvaient pas les distinguer des forces armées régulières sauf qu'ils se déplaçaient souvent à cheval ou à dos de chameau, tandis que les militaires étaient motorisés. Aux yeux de nombreux réfugiés, il ne semblait guère y avoir de différence entre l'armée régulière et les Djandjawids.

60. Les réfugiés ont déclaré que ces forces attaquaient sans discrimination ceux qui n'avaient pas fui, comme les personnes âgées et les handicapés. Les témoignages permettent aussi de penser que les hommes et les garçons étaient particulièrement visés. Plusieurs personnes interrogées ont indiqué que leur conjoint, leurs enfants et/ou des membres de leur famille élargie avaient été tués par les Djandjawids. Dans certains cas, les Djandjawids étaient revenus dans les villages plusieurs jours plus tard pour mener de nouvelles attaques contre ceux qui étaient restés sur place.

61. Les personnes déplacées à l'intérieur du pays, essentiellement des four, avec lesquelles la mission s'est entretenue au Soudan, ont pour la plupart évoqué des attaques menées par des milices de Djandjawids en uniforme se déplaçant à cheval ou à dos de chameau. Il a été moins question d'attaques aériennes, même s'il en a été fait état. Le plus souvent, les civils ont entendu des coups de feu ou ont vu des hommes à cheval ou à dos de chameau qui pénétraient dans leur village en grand nombre. Ces milices armées attaquaient les personnes et les passaient à tabac, détruisaient et pillaient les biens et brûlaient les maisons. Il a parfois été signalé que les milices avaient des véhicules. Les villageois terrifiés prenaient la fuite. De nombreux témoins ont déclaré avoir vu des personnes tuées pendant ces attaques alors qu'elles cherchaient à s'enfuir. Souvent, les témoins ont dit avoir passé la nuit à l'extérieur de leur village; s'ils tentaient de revenir chez eux les jours d'après, ils étaient souvent à nouveau attaqués.

62. Si la mission a eu du mal à savoir s'il y avait des rebelles armés à proximité des zones attaquées, la grande majorité de ceux qui ont été attaqués étaient des civils: des femmes, des enfants et des personnes âgées. Il est également certain que les forces armées et leurs milices ont fait subir à certains groupes de population un châtement collectif pour les punir d'appartenir au même groupe ethnique que les rebelles et ont semé la terreur parmi ces populations.

63. De nombreux réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays ont signalé qu'ils s'étaient enfuis sans avoir pu inhumer leurs morts. On ne connaît pas le nombre des morts ni, dans de nombreux cas, ce qu'il est advenu des cadavres.

64. L'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose que nul ne peut être arbitrairement privé de la vie. En outre, l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève prohibe les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre de personnes qui ne prennent pas part aux hostilités. Le meurtre peut aussi être constitutif d'un crime contre l'humanité lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique, lancée contre la population civile. Le fait de lancer intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des civils qui ne participent pas aux hostilités peut aussi être considéré comme un crime de guerre. Les châtements collectifs et les actes de terrorisme sont aussi prohibés en vertu du droit international coutumier, en particulier l'article 4 du deuxième Protocole additionnel aux Conventions de Genève.

B. Viol et autres formes graves de violence sexuelle

65. Selon des informations concordantes émanant de femmes réfugiées et déplacées à l'intérieur du pays dans divers sites, les «hommes en uniforme» violaient les femmes et les fillettes et leur faisaient subir des sévices. La plupart des allégations concernaient des Djandjawids. S'il ne fait aucun doute que le viol est répandu, le traumatisme et la stigmatisation associés au viol et autres formes de violence sexuelle font que la mission n'a pas pu établir toute l'ampleur de cette pratique.

66. Les membres de la mission ont interrogé des dizaines de femmes réfugiées et déplacées à l'intérieur du pays qui ont déclaré avoir été violées. De nombreux autres cas présumés de viol ont été portés à l'attention de la mission. Les viols étaient souvent multiples, accomplis par plus d'un homme, et s'accompagnaient en outre de graves sévices tels que coups de crosse et coups de fouet. Dans bien des cas, le viol semble s'être produit alors que les victimes étaient attachées, souvent sous la menace d'une arme à feu, et parfois devant des membres de la famille de la victime. La mission a été informée que plusieurs femmes étaient tombées enceintes à la suite du viol.

67. D'après de nombreuses allégations, le viol et les autres formes de sévices sexuels attribuables aux Djandjawids continuent dans les sites de protection de personnes déplacées et autour de ces sites. De nombreuses femmes ont indiqué qu'elles risquaient d'être enlevées et violées si elles s'éloignaient de plus d'un kilomètre et demi de leurs camps pour ramasser du bois ou s'occuper de leurs jardins potagers dans leur village d'origine. Le viol correspond à une politique qui est utilisée pour intimider et humilier les personnes déplacées et les empêcher de s'éloigner des sites de protection.

68. Les représentants du Gouvernement ont réfuté les allégations de viol généralisé. Le Gouvernement a dit à maintes reprises à la mission qu'il n'y avait eu aucune plainte officielle concernant de tels crimes de sorte qu'il n'était pas possible d'entreprendre une action en justice et de mener les enquêtes nécessaires et punir les coupables. Ils ont également souvent évoqué l'absence de rapports médicaux à l'appui des allégations. La mission s'est toutefois de fait entretenue avec des médecins, infirmières et sages-femmes qui ont confirmé les allégations de viol. Elle a interrogé des membres de la famille des victimes et d'autres personnes qui ont soutenu avoir été témoins du viol. Il ne faisait aucun doute pour la mission que compte tenu du manque de confiance dans l'appareil d'État et de l'opprobre social associé au viol, les femmes hésitaient à déposer officiellement plainte. La mission a dit au Gouvernement qu'à son avis, ces allégations étaient trop fréquentes, trop concordantes et trop crédibles pour être rejetées.

69. Le viol et les autres formes de sévices sexuels décrits ci-dessus sont considérés comme une forme de torture et de traitement cruel, inhumain et dégradant. Il s'agit là de violations graves du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ils constituent aussi une atteinte à la dignité de la personne, prohibée par l'article 3 commun aux Conventions de Genève, et sont considérés comme des crimes de guerre. Le viol, l'esclavage sexuel, la contrainte à la prostitution et la grossesse forcée constituent aussi des crimes contre l'humanité lorsqu'ils sont commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre la population civile.

C. Destruction des biens et pillage

70. Il semble que des habitations privées, des huttes, des récoltes et des zones agricoles, des puits, des magasins et des sites civils entiers aient été systématiquement détruits sans justification militaire. Denrées alimentaires et bétail semblent avoir été systématiquement pillés ou détruits. La quasi-totalité des personnes interrogées par la mission ont signalé des actes de pillage dirigés contre leurs biens. Nombre d'entre elles ont dit qu'elles avaient vu mettre le feu à leur maison. Elles ont dans de nombreux cas perdu toutes leurs possessions.

71. La mission a reçu plus de 100 listes d'articles personnels qui auraient été pillés soit par l'armée, soit par les Djandjawids. Dans de nombreux cas, les femmes ont déclaré avoir perdu tous leurs biens, se composant par exemple, selon l'une des personnes interrogées, de trois lits, quatre matelas, huit changes de vêtements, six verres, deux casseroles, trois assiettes et quatre plats. Elles ont toutes signalé le pillage de leur bétail, y compris des vaches, des chèvres et des chameaux.

72. La mission s'est rendue dans un certain nombre de villages du Darfour qui avaient été incendiés. Les villageois s'étaient enfuis. En deux endroits, cependant, la mission a pu trouver quelques personnes qui étaient restées. Elles étaient soit trop âgées pour partir ou, dans l'un des cas, avaient été obligées de revenir au village pour irriguer les cultures qui constituaient le seul moyen de subsistance de leur famille. Les personnes interrogées ont raconté des histoires concordantes d'attaques par un grand nombre d'hommes en uniforme, à cheval ou à dos de chameau, qui ont commis des actes de meurtre, de destruction et de pillage. Il sera pratiquement impossible à ces personnes de revenir sur les lieux jusqu'à ce que des mesures de sécurité et de protection soient bien établies et que des programmes efficaces d'indemnisation, de réinsertion et de reconstruction soient en place.

73. Ces actes constituent une violation des principes de base du droit international humanitaire. L'article 14 du deuxième Protocole additionnel aux Conventions de Genève dispose qu'il est interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile. Il interdit expressément les attaques visant les denrées alimentaires, les zones agricoles, les récoltes, le bétail et les installations d'eau potable. En outre, le pillage d'une ville ou d'une localité, même prises d'assaut, est absolument prohibé en vertu du droit international humanitaire. Il peut constituer un crime de guerre lorsqu'il a lieu dans le contexte d'un conflit armé interne. La destruction ou la saisie des propriétés ennemies peut aussi constituer un crime de guerre, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

D. Déplacements forcés

74. La conséquence inévitable des meurtres, viols, incendies et pillages de villages a été le déplacement massif de populations, à l'intérieur du Soudan et de l'autre côté de la frontière au Tchad. Ces politiques semblent avoir directement pour but d'empêcher les villageois de rentrer chez eux ou d'être en mesure de fournir une aide quelconque aux rebelles. De nombreux réfugiés et personnes déplacées sont partis par crainte des bombardements aériens et des attaques par les forces armées et les Djandjawids. Parmi ceux qui sont revenus, beaucoup auraient été tués ou seraient détenus. Selon d'autres indications, les Djandjawids et les militaires bloquent les frontières avec le Tchad.

75. Ces politiques ont déclenché une terrible crise en matière de droits de l'homme et sur le plan humanitaire. Les organismes d'aide humanitaire signalent qu'il y a actuellement un million environ de personnes déplacées à l'intérieur du Darfour. L'aide humanitaire à ces personnes déplacées a été gravement restreinte. En début d'année, le Président du Comité international de la Croix-Rouge a exprimé, à son retour du Soudan, de «graves préoccupations concernant la situation au Darfour» et le fait que, dans les circonstances actuelles, il était difficile de mener «une opération humanitaire efficace». Bien que les difficultés d'accès aient été quelque peu aplanies, la mission a appris de plusieurs sources que de graves problèmes subsistaient pour assurer le plein accès sans restriction de l'aide humanitaire à toutes les régions du Darfour.

76. Les membres de la mission estiment particulièrement inquiétante la persistance de rapports faisant état d'attaques contre les personnes déplacées et, dans une moindre mesure, de raids transfrontières contre des réfugiés, ce qui laisse penser que la violence continue avec presque autant d'intensité. Dans plusieurs sites de protection, les personnes déplacées ont signalé en particulier que des hommes armés en uniforme continuaient les pillages et les attaques, surtout la nuit. Dans plusieurs sites de protection des personnes déplacées, les membres de la mission ont vu ce qui semblait clairement être des milices armées, à pied ou à dos de chameau. Les femmes avaient toutes peur de s'éloigner de leur camp à cause du risque d'enlèvement et de viol.

77. Le cas de Kailek fournit un bon exemple de la situation qui est celle de nombreuses personnes déplacées au Darfour. Il y a actuellement, selon les estimations, 1 700 personnes déplacées dans la ville de Kailek. Les membres de la mission ont appris que la ville était encerclée par un groupe d'hommes et de garçons en treillis lourdement armés, qui disaient être des Fursans et dont on pense qu'ils sont des Djandjawids. Les Djandjawids prétendaient qu'ils «protégeaient» les personnes déplacées. Des organismes humanitaires déclarent que les personnes déplacées ont l'impression d'être prisonnières et restent à Kailek contre leur gré. Elles seraient empêchées de quitter Kailek en vertu d'un décret émanant du commissaire de Kass. Craignant les Djandjawids, elles étaient aussi confinées dans ce qui leur tient temporairement de foyer. Les femmes ont signalé des cas de viol et d'autres formes de sévices sexuels et la peur est généralisée. Des personnes déplacées ont déclaré que des hommes escortés par des Djandjawids sortaient de Kailek pour se rendre dans les collines voisines y chercher des aliments, du bois et d'autres produits essentiels. Il semblerait qu'un droit de sortie doive être payé aux Djandjawids par quiconque quitte la ville. Malgré les pénuries et les cas aigus de malnutrition, surtout parmi les enfants, les personnes déplacées ont demandé qu'on ne leur fournisse pas de rations alimentaires ou d'aide du même type car cela entraînerait une recrudescence de la violence et des attaques des Djandjawids. Les taux de mortalité infantile seraient en forte hausse. Cet exemple met en lumière l'importance de surveiller les distributions de vivres et de renforcer le volet protection de l'aide humanitaire pour réduire au maximum la vulnérabilité.

78. Bien que le Gouvernement ait indiqué qu'il souhaiterait encourager le retour des personnes déplacées et des réfugiés vers leur village, cela sera difficile à réaliser à cause de l'insécurité générale et de l'insuffisance de la protection, du manque de confiance dans l'appareil d'État, de l'ampleur de la destruction de nombreux villages et de l'impératif que les retours ne se fassent qu'à titre volontaire. Les personnes déplacées que la mission a rencontrées ont en général invariablement affirmé qu'elles ne se sentaient pas en sécurité pour rentrer chez elles. Nombre d'entre elles ont dit qu'elles chercheraient à aller au Tchad si on tentait de les obliger à revenir dans leur village.

79. Le Gouvernement tchadien a accueilli avec générosité les réfugiés soudanais, malgré la charge évidente qu'ils représentent pour l'infrastructure de base des villes et des villages frontaliers tchadiens. Les organismes d'aide humanitaire estiment à 110 000 le nombre de réfugiés au Tchad, même si ceux qui sont enregistrés et placés dans des camps officiels ne s'élèvent qu'à 22 500. L'opération humanitaire, y compris l'enregistrement en cours des réfugiés, est entravée par la nature inhospitalière du terrain (manque de pâturages et d'eau), la longueur de la frontière entre le Tchad et le Soudan, la médiocrité des réseaux de transport et le caractère nomade d'une grande partie de la population de réfugiés.

80. Le Gouvernement soudanais a tenté de négocier le retour des réfugiés lorsque le Président Omar Al Bashir a annoncé la fin des hostilités militaires en début d'année. Les réfugiés ont toutefois informé les membres de la mission qu'ils avaient peur de revenir au Soudan en l'état actuel des choses. Ils ont invariablement exprimé le souhait de revenir chez eux lorsque la sécurité aura été rétablie et qu'ils auront été indemnisés pour les pertes qu'ils ont subies.

81. Ordonner le déplacement de la population civile pour des raisons liées au conflit constitue un crime de guerre, sauf si la sécurité des civils en cause ou des raisons militaires impératives l'exigent. En outre, le transfert forcé de populations constitue un crime contre l'humanité lorsqu'il s'inscrit dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre la population civile. En outre, conformément au principe 15 des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays de 1998, les personnes déplacées ont le droit d'être protégées contre le retour ou la réinstallation forcés dans tout lieu où leur vie, leur sûreté, leur liberté et/ou leur santé seraient en danger.

E. Disparitions

82. La plupart des réfugiés et des personnes déplacées sont des femmes et des enfants. Beaucoup ont déclaré ne pas savoir ce qu'étaient devenus les autres membres de leur famille et certains ont dit s'être enfuis en toute hâte, poussés par la peur, sans leur conjoint. Des mères et des pères ont déclaré être partis sans emmener leurs enfants. La nécessité de fuir a dispersé des familles entières qu'il sera très difficile de réunir dans un territoire aussi vaste bordé d'une très longue frontière et avec de mauvaises routes. Ces populations pratiquent la polygamie et plusieurs hommes ont dit ne pas savoir où se trouvaient certaines de leurs épouses et certains de leurs enfants.

83. Parmi les disparus se trouvaient peut-être des combattants qui ont été tués ou faits prisonniers, mais la majorité semble avoir été des civils: des femmes, des enfants, des personnes âgées, des malades, des handicapés et des blessés incapables de fuir. Des réfugiés ont parlé de centres de détention qui seraient administrés par l'armée ainsi que par les Djandjawids et plusieurs supposent que leurs parents ont été emmenés dans ces centres mais ils ne savent pas exactement où ils se trouvent. Il y a également eu des déclarations précises faisant état d'enlèvements, en particulier par les Djandjawids. Interrogée par les membres de la mission, une jeune femme déplacée de 22 ans, originaire du Darfour occidental, a déclaré que ses jumeaux, âgés de 9 mois, avaient été enlevés. L'UNICEF a indiqué avoir recensé de nombreux cas d'enfants séparés de leur famille, tant dans les camps de réfugiés que dans les camps pour les personnes déplacées.

84. Les disparitions forcées constituent un crime contre l'humanité quand elles s'inscrivent dans le cadre d'attaques massives ou systématiques dirigées contre la population civile.

F. Persécutions et discrimination

85. Le conflit du Darfour a apparemment pour origine les déséquilibres structurels du Soudan en matière de gestion des affaires publiques et de développement économique caractérisées par de fortes disparités entre le centre et le reste du pays, mais ce conflit semble avoir récemment pris une dimension ethnique, voire raciale, inquiétante.

86. La plupart des personnes avec lesquelles se sont entretenus les membres de la mission ont parlé de persécutions systématiques infligées par les forces armées et les Djandjawids. Les personnes interrogées ont clairement exprimé le sentiment que le Gouvernement avait mobilisé, semble-t-il au sein de tribus «arabes», les milices maintenant connues sous le nom de Djandjawids pour l'aider dans sa campagne contre les populations civiles soupçonnées d'appuyer la rébellion. Cette campagne a consisté pour l'essentiel en raids contre des villages four, massalit et zaghawa.

87. Les représentants des pouvoirs publics ont expliqué qu'il s'agissait d'un conflit tribal. À plusieurs reprises, ils ont présenté aux membres de la mission des responsables d'origine tribale et ethnique mixte, comme pour illustrer la politique d'intégration menée dans l'administration. Ils ont également présenté des statistiques sur les mesures prises pour améliorer les prestations assurées à tous les habitants du Darfour sans exception. Les autorités n'ont cessé d'évoquer les effets négatifs de la désertification, aussi bien sur les nomades, arabes pour la plupart, que sur les agriculteurs qui, pour l'essentiel, appartiennent aux communautés four et massalit. La désertification de grands espaces a réduit la superficie des terres sur lesquelles les nomades font paître leur bétail, poussant ces derniers à empiéter sur les terres des agriculteurs sédentaires. Il a été dit que, les années précédentes, ces problèmes avaient pu être réglés par les moyens habituellement utilisés pour résoudre ce genre de conflit mais que ce n'était maintenant plus possible à cause de l'impact de plus en plus grand de la désertification. Les autorités gouvernementales ont néanmoins affirmé qu'elles s'emploieraient à rétablir et à renforcer ces mécanismes traditionnels de résolution des conflits et à mettre en œuvre de nouveaux programmes de développement.

88. La mission admet que des problèmes complexes de dissensions tribales et de partage des ressources empoisonnent le conflit actuel mais estime que d'autres puissants phénomènes sous-jacents liés à la marginalisation systématique de certains groupes de population sont également à l'œuvre. Les sentiments d'injustice, de discrimination et de marginalisation exprimés par les réfugiés et les personnes déplacées sont si profonds qu'ils ne peuvent être ignorés. Les réfugiés comme les personnes déplacées ont déclaré avoir le sentiment d'être persécutés à cause de leur appartenance à certaines communautés. Ils ont émis des doutes quant à l'objectivité et à l'équité avec lesquelles l'État s'employait à régler leurs problèmes.

89. Trois exemples semblent devoir confirmer le point de vue des personnes déplacées et des réfugiés. Premièrement, on a pu remarquer avec quel empressement les responsables officiels écartaient comme infondées toutes les allégations de viol, sans chercher à reconnaître à quel point cette crainte pouvait être répandue chez les personnes déplacées. Ils ont affirmé à plusieurs reprises que ces problèmes relevaient des administrations compétentes, à savoir la police, le

ministère public et les autorités judiciaires, apparemment sans penser que les réfugiés et les personnes déplacées n'avaient aucune confiance dans ces structures et répugnaient donc à s'en remettre à elles. Le deuxième exemple est l'obstination avec laquelle les autorités ont nié que les Djandjawids étaient arabes et le peu d'intérêt qui a été accordé au souci majeur de la population, à savoir que les Djandjawids commettaient des atrocités auxquelles il fallait mettre fin, que les auteurs de ces actes devaient être traduits en justice et les victimes dûment indemnisées. Troisièmement, au sujet du sort réservé aux Djandjawids, le Gouvernement a semblé envisager d'un œil favorable les programmes d'échange d'armes contre des projets de développement et ne pas se soucier de ce que ces programmes puissent être vus comme un moyen de récompenser ses alliés. Étant donné ces exemples de la façon dont le Gouvernement a abordé les graves problèmes de certaines communautés du Darfour, les sentiments de profonde injustice, d'abandon et de marginalisation exprimés par les personnes déplacées et les réfugiés semblent reposer sur des motifs solides.

90. En tant que partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Soudan est tenu de prendre des mesures pour éliminer toute distinction, exclusion, restriction ou préférence basée sur la race, la couleur, l'ascendance, la nationalité ou l'origine ethnique. Le fait de persécuter un groupe ou une collectivité ayant une identité propre pour des raisons d'appartenance politique, raciale, nationale, ethnique, culturelle, religieuse ou sexuelle, ou pour d'autres motifs, constitue un crime contre l'humanité dans la mesure où ces actes s'inscrivent dans le cadre d'attaques massives ou systématiques dirigées contre la population civile.

V. CONCLUSIONS

91. Si le mandat de la mission du Haut-Commissariat aux droits de l'homme était d'examiner la situation des droits de l'homme au Darfour, il est rare que les droits de l'homme puissent être considérés indépendamment du contexte politique et la situation au Darfour ne fait pas exception. Pour les membres de la mission, il est clair que la crise au Darfour aura peu de chances de trouver une solution tant que les exigences élémentaires de sa population en matière de justice, d'égalité et de développement – refrain souvent entendu de la part des personnes déplacées – n'auront pas été satisfaites. Ses obligations juridiques imposent au Gouvernement soudanais de faire respecter le droit au Darfour et de protéger tous ses citoyens dans cette partie du pays. Cela étant, le cessez-le-feu marque un premier pas dans la bonne direction et doit être consolidé pour permettre le plein déploiement de l'aide humanitaire au Darfour.

92. Le conflit actuel a été déclenché par les forces rebelles, constituées pour l'essentiel par les tribus zaghawa, four et massalit. Ces forces semblent avoir commis des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire. Cela étant, les membres de la mission ont recensé au Darfour des signes inquiétants de violations massives des droits de l'homme commises par le Gouvernement soudanais et ses milices, et dont beaucoup pourraient constituer des crimes de guerre et/ou des crimes contre l'humanité. D'après les informations qui ont été recueillies, il est clair que règne au Darfour un régime de terreur dont les éléments suivants demandent en particulier à être soulignés:

a) Attaques répétées menées contre des civils par les forces militaires du Gouvernement soudanais et les milices qui agissent pour son compte;

- b) Bombardements aériens et attaques au sol aveugles contre des populations civiles non armées;
- c) Recours disproportionné à la force par les autorités militaires et les Djandjawids;
- d) Le fait que les Djandjawids aient agi dans l'impunité la plus totale et en coordination étroite avec les forces du Gouvernement soudanais;
- e) Le fait que les attaques semblent avoir eu des motifs essentiellement ethniques, les groupes visés étant surtout les tribus zaghawa, massalit et four, qui sont d'origine africaine. Il semble que les attaques au sol aient pris particulièrement pour cibles les hommes et les jeunes garçons;
- f) Le fait que les attaques menées contre les populations civiles consistaient notamment à tuer, violer, piller, y compris le bétail, et à détruire les biens, y compris les sources d'eau; et
- g) Le fait que la plus grande partie de la population du Darfour ait été soumise à des déplacements massifs, souvent par la force.

93. Les formes que revêtent ces violences révèlent la volonté, de la part des autorités soudanaises, de soumettre ces populations censées servir de base d'appui aux rebelles. Certains rapports ont fait état de mesures qu'auraient pris le Gouvernement soudanais et les milices pour empêcher les populations de sortir du pays.

94. Beaucoup des personnes qui ont été interrogées se sont déclarées convaincues que le Gouvernement soudanais ne s'était pas occupé d'elles pendant de nombreuses années et voulait maintenant les chasser du Darfour pour permettre à ses milices alliées de s'emparer de leurs terres.

95. Il est clair que les violations massives et flagrantes des droits de l'homme dont se déclarent victimes les personnes déplacées font craindre pour la survie, la sécurité et la dignité de ces personnes. Les problèmes qui entravent l'accès de l'aide humanitaire au Darfour rendent la situation des personnes déplacées de plus en plus intenable, surtout si le cessez-le-feu actuellement en vigueur n'est pas observé par tous les combattants.

96. Enfin, les membres de la mission ont constaté que l'afflux au Tchad d'un aussi grand nombre de réfugiés constituait une menace pour la paix et la sécurité dans la région. La composition de la population tchadienne de la région frontalière avec le Soudan, combinée aux différentes origines ethniques des réfugiés qui franchissent la frontière, constitue un mélange potentiellement explosif, tout comme l'attitude des Djandjawids qui poursuivent les réfugiés soudanais jusqu'au Tchad.

VI. RECOMMANDATIONS

97. Le Gouvernement soudanais devrait, aux niveaux les plus élevés, condamner publiquement et clairement tous les actes et crimes perpétrés par les Djandjawids et veiller à ce que toutes les milices soient immédiatement désarmées et dissoutes. Toute violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire doit faire l'objet d'enquêtes approfondies et ses auteurs doivent être traduits en justice.

98. Le personnel des organisations humanitaires doit avoir pleinement et librement accès au Darfour pour veiller à ce que rien n'entrave la distribution d'une aide dont le besoin se fait cruellement sentir. Il est urgent que des mesures soient prises dans ce sens si l'on considère que la saison des pluies approche. La communauté internationale devrait veiller à ce que l'Appel global pour le Tchad (2004) lancé pour aider ce pays à faire face à la crise au Darfour soit pleinement entendu dans les plus brefs délais.

99. Le Gouvernement soudanais devrait mener au Darfour une politique de réconciliation nationale, mettre fin à l'impunité, promouvoir la primauté du droit basée sur la non-discrimination et la protection effective des minorités et des populations indigènes ainsi que sur la participation de tous à la vie publique et encourager activement la mise en œuvre de programmes de développement pour le Darfour. Bien que les autorités de Khartoum aient affirmé déployer au Darfour davantage de représentants du ministère public et de la police, les membres de la mission n'ont guère vu de preuves susceptibles de confirmer cette affirmation. Il est important que de tels représentants, correctement formés et munis des autorisations nécessaires, soient déployés au plus vite. Il est particulièrement important que la police soit publiquement investie des moyens nécessaires à l'exercice de ses responsabilités en matière de respect de la loi et de maintien de l'ordre, y compris pour faire traduire en justice les auteurs de violations des droits de l'homme.

100. Les réfugiés et les personnes déplacées devraient avoir la possibilité de rentrer librement chez eux sans craindre pour leur vie et leur sécurité. Il faudrait également leur donner les moyens de reprendre possession de leurs terres. La restitution de leurs biens ou des indemnisations et réparations équitables devraient être proposées à toutes les victimes du conflit au Darfour eu égard en particulier à la situation des femmes victimes de violences à caractère sexiste, et aux enfants, aux personnes âgées et aux handicapés. Le Gouvernement soudanais devrait exécuter un programme pour la réintégration et le retour de la population du Darfour. Dans l'intervalle, le Gouvernement devrait traiter la population des personnes déplacées dans le respect des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays et veiller surtout à ce qu'il soit immédiatement mis fin aux véritables états de siège auxquels les Djandjawids soumettent de nombreux sites de protection des personnes déplacées au Darfour.

101. Le Gouvernement soudanais devrait prendre des mesures pour que des violations des droits de l'homme, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ne se reproduisent pas et pour que la primauté du droit soit rétablie au Darfour conformément aux normes internationales en vigueur.

102. Dans la mesure où le Gouvernement soudanais souhaiterait instituer des programmes de réintégration des milices dans les forces armées nationales, de tels programmes devront obligatoirement comporter des enquêtes de sécurité de manière à ce que les personnes ayant commis de graves violations des règles du droit humanitaire international et des droits de l'homme soient traduites en justice.

103. Une commission d'enquête internationale doit être constituée eu égard à la gravité des allégations relatives aux violations des droits de l'homme au Darfour et à l'échec du système judiciaire national face à cette situation. Pour être crédible, cette commission doit être indépendante et vue comme telle. Le Gouvernement soudanais devrait coopérer avec elle.

104. La commission devrait être autorisée à:

- a) Examiner les actes des éléments des forces régulières de l'armée soudanaise engagées dans le conflit au Soudan;**
- b) Examiner les actes des miliciens djandjawids;**
- c) Chercher à identifier avec précision les crimes qui ont été commis, ainsi que leurs auteurs, ceux qui les ont ordonnés et ceux qui en ont été complices;**
- d) Chercher à établir dans quelle mesure les autorités nationales, régionales et locales ont encouragé et appuyé, directement ou indirectement, la perpétration de violations des droits de l'homme, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité;**
- e) Examiner les activités des rebelles soudanais au Darfour, ainsi que la nature de leurs relations avec la population civile dans cette région;**
- f) Déterminer dans quelle mesure les belligérants des deux côtés se sont conformés à leurs obligations respectives en vertu du droit international;**
- g) Formuler des recommandations pour que puisse être établie comme il convient la responsabilité des crimes perpétrés par les deux parties au conflit;**
- h) Recommander toute mesure susceptible de promouvoir la primauté du droit et la réconciliation et d'empêcher une éventuelle reprise du conflit et des violations des droits de l'homme qui y sont liées; et**
- i) Publier un rapport sur ses conclusions.**

105. La situation des droits de l'homme au Darfour doit faire l'objet d'une surveillance continue. À cette fin, le Gouvernement soudanais devrait autoriser l'Organisation des Nations Unies et, s'il le souhaite, l'Union africaine, à déployer au Darfour des observateurs des droits de l'homme.

106. Le Gouvernement soudanais devrait inviter tous les titulaires de mandats au titre des procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme à se rendre au Soudan à tout moment et leur permettre de se rendre au Darfour dans les meilleurs délais. À cet égard, la visite au Soudan, en juin, du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires constitue une initiative importante.

107. Enfin, je demande au Gouvernement soudanais de s'inspirer des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays pour résoudre la crise des personnes déplacées au Darfour.
